



Retour sur les évènements d'hier à la Philharmonie de Paris

Hier, des activistes ont allumé des fumigènes à la Philharmonie de Paris, lors du concert de l'Orchestre Philharmonique d'Israël pour protester contre le génocide perpétré contre le peuple palestinien.

Plusieurs personnes du public ont répondu en les tabassant (Le Monde ce jour), ce dont témoignent aussi de nombreuses images et personnes qui étaient dans la salle. Par ailleurs, au cours de la soirée, comme l'a reconnu la Direction de la Philharmonie, des membres du personnel d'accueil et de sécurité ont été pris à partie par des personnes du public.

Voici plusieurs jours, la CGT a alerté la direction de la Philharmonie et le ministère de la Culture, sur le fait que ce concert pouvait et devait être compris comme un acte politique. Le fait que l'orchestre avait préparé l'hymne israélien pour le jouer en est une confirmation. Le fait que l'ambassadeur d'Israël l'ait chanté au milieu du public en est une autre.

Alors même que la ministre de la Culture, Rachida Dati, et la direction de la Philharmonie étaient au courant de la situation et des risques d'actions prévisibles lors du concert perçu comme un acte de normalisation de la politique génocidaire de l'Etat d'Israël, la décision a été prise au plus haut sommet de l'Etat de le maintenir sans avoir pourtant l'assurance de garantir la sécurité des personnes en présence. C'est irresponsable.

Au lendemain de ce concert, nous posons encore des questions :

Pourquoi la Philharmonie de Paris a refusé de rappeler le contexte politique de cette programmation et refusé d'indiquer que cet orchestre se présente comme l'ambassadeur culturel de l'État israélien, dont les premiers dirigeants sont poursuivis pour crime contre l'humanité et crime de guerre et alors que les massacres continuent malgré le cessez-le-feu ?

Pourquoi la Philharmonie de Paris a-t-elle tenu hier une posture toute différente de celle prise à l'encontre des orchestres et des artistes russes lié·es au pouvoir en place qui, fort logiquement, ne sont plus programmé·es dans les institutions culturelles françaises depuis l'agression de l'Ukraine, encore moins pour y jouer leur hymne national en présence de leur ambassadeur ?

Nous récusons les accusations d'antisémitisme alors que nous avons marqué à chaque occasion notre opposition à cette idéologie mortifère, et notre soutien aux victimes d'actes antisémites, ainsi qu'à la population israélienne lorsqu'elle a été victime d'actes de terreur ou de guerre.

Nous réitérons la nécessité que la France pèse de toutes ses forces pour que les premiers dirigeants de l'Etat d'Israël soient traduits devant la Cour Pénale Internationale pour les crimes de guerre et le génocide perpétrés à l'encontre du peuple palestinien. Il n'y a jamais de paix sans justice.

Paris, le 07/11/2025